

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

EUR 46/040/2006 – ÉFAI

Londres, le 25 août 2006

AU 231/06

« DISPARITION » / ENLÈVEMENT / TORTURE ET AUTRES MAUVAIS TRAITEMENTS

RUSSIE **Elina Ersenoïeva (f), journaliste, 26 ans**

On est sans nouvelles d'Elina Ersenoïeva, journaliste freelance et membre du personnel d'une organisation de lutte contre le VIH/sida, depuis qu'elle a été enlevée, le 17 août, à Grozny, dans la république tchétchène de la Fédération de Russie. Il est à craindre qu'elle n'ait « disparu » et qu'elle ne subisse des mauvais traitements, voire des actes de torture.

D'après sa mère, Rita Ersenoïeva, Elina et sa tante Rovzan Astemirova ont été arrêtées dans une rue du centre de Grozny le 17 août, vers 9 heures du matin, par des hommes en tenue de camouflage. Ils ont demandé aux deux femmes de monter à bord de deux voitures. Face au refus d'Elina Ersenoïeva, les hommes l'ont forcée à monter. Une fois à bord, elles ont eu la tête couverte d'un sac en plastique et ont été conduites dans un bâtiment où elles ont été détenues pendant environ deux heures dans des pièces adjacentes. Rovzan Astemirova a été ramenée dans une voiture puis libérée après un court trajet, pendant lequel sa tête est restée couverte. Peu après, elle a reçu un appel du portable d'Elina Ersenoïeva, qui lui demandait de « *rester discrète pour le moment* », ajoutant qu'il n'y avait pas lieu de paniquer. Elina Ersenoïeva aurait appelé à deux autres reprises ce jour-là, disant qu'elle n'était pas maltraitée, qu'on lui avait donné de la nourriture et qu'elle serait libérée au bout de quelques heures. Au cours de chaque appel, un homme a pris le téléphone pour dire de ne pas s'inquiéter et de ne parler à personne de ce qui se passait. Après son troisième appel, le 17 août vers 19 heures, son portable a été éteint. On est sans nouvelles d'elle depuis lors.

Deux jours auparavant, Elina Ersenoïeva avait demandé de l'aide à des représentants de la Fédération internationale d'Helsinki pour les droits de l'homme et du centre Demos, une organisation russe de défense des droits humains, car depuis plusieurs mois, sa famille et elle étaient harcelées et menacées par des hommes, peut-être des responsables de l'application des lois. Rita Ersenoïeva a déclaré à Amnesty International qu'elle n'était pas sûre que ces hommes, qui l'ont retenue plusieurs fois captive et ont demandé une rançon, appartenaient au même groupe. Cependant, à l'instar de collègues d'Elina, elle pense que ces événements sont liés à des rumeurs selon lesquelles sa fille était mariée avec Chamil Bassaïev, une figure connue parmi les combattants séparatistes tchétchènes. En novembre 2005, Elina Ersenoïeva avait été enlevée par des hommes supposés proches du séparatiste. Elle aurait été conduite auprès de lui et menacée de représailles contre sa famille si elle parlait de cet entretien à la police. Elina Ersenoïeva avait été relâchée au bout de quatre ou cinq jours et ramenée auprès de sa famille. En février 2006, elle aurait à nouveau rencontré Chamil Bassaïev. D'après sa mère, Elina n'a pas revu cet homme par la suite. Bien que les médias aient affirmé qu'Elina Ersenoïeva était mariée avec Chamil Basaïev, la mère de la jeune femme a expliqué à Amnesty International que sa fille avait été l'otage de cet homme et qu'elle n'avait jamais parlé de ce qui lui était arrivé afin garder la vie sauve et de protéger celle de ses frères et de sa mère.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Depuis le début du conflit entre la République tchétchène et la Fédération de Russie, Amnesty International a dénoncé à maintes reprises les enlèvements de proches de personnes soupçonnées d'appartenir à l'opposition armée, pris en otages manifestement par des forces pro-gouvernementales. Elle s'est également déclarée préoccupée par les atteintes aux droits humains perpétrées par des groupes d'opposition armés, notamment des prises d'otages et des attaques aveugles contre des civils.

Amnesty International ne dispose pas d'informations suffisantes au sujet des circonstances du mariage qui unirait Elina Ersenoïeva et Chamil Basaïev. Elle sait cependant que les enlèvements de femmes à des fins de mariage sont pratiqués en Tchétchénie et dans d'autres républiques du Caucase du Nord. En temps normal, une femme est en droit de refuser de se marier avec son ravisseur, toutefois, dans le contexte actuel du conflit armé et face à l'absence de l'état de droit en Tchétchénie, il est possible qu'un tel refus ne soit pas toujours envisageable.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais, en russe ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous préoccupé par le sort et la sécurité d'Elina Ersenoïeva ;
- exhortez les autorités à faire la lumière sur le lieu de détention de cette jeune femme et sur ce qui lui est arrivé ;
- si elle est entre les mains des forces de sécurité de la République tchétchène, appelez les autorités russes à la libérer immédiatement, à moins qu'elle ne soit inculpée d'une infraction dûment reconnue par les droits russe et international ;
- priez-les d'informer immédiatement la famille des résultats de l'enquête concernant le sort de la jeune femme et de traduire en justice les responsables présumés de son enlèvement ;
- appelez les autorités russes à protéger les droits de toute personne placée sous sa juridiction, quelles que soient ses affiliations, et à ne pas harceler ni persécuter les proches d'individus soupçonnés d'avoir commis des actes terroristes.

APPELS À :

Procureur de la République de Tchétchénie :

Valerii Alekseevich Kuznetsov

Procurator of the Chechen Republic

Office of the Public Procurator of the Chechen Republic

Ul. Garazhnaïa 9b, Grozny, 364000, Chechen Republic, Fédération de Russie

Fax : +7 8712 22 31 43 / + 22 31 48 (Si une personne décroche, dites : « fax, please »)

Formule d'appel : Dear Procurator, / Monsieur le Procureur,

Procureur général de la Fédération de Russie :

Yurii Yakovlevich Chaïka

Procurator General

General Procuracy of the Russian Federation

Bolshaïa Dmitrovka 15d., Moscow, 125993, Fédération de Russie

Fax : + 7 495 692 1725 (Si une personne décroche, dites : « fax, please »)

Formule d'appel : Dear Procurator General, / Monsieur le Procureur général,

COPIES À :

Présidente du Conseil pour les institutions de la société civile et les droits de l'homme auprès du chef de l'État russe :

Ella Aleksandrovna Pamfilova

Chairperson

The Civil Society Institutions and Human Rights Council under the President of the Russian Federation

Staraya pl. 4, Moscow, 103132, Fédération de Russie

Courriers électroniques : sovetpamfilova@yandex.ru

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Fédération de Russie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 6 OCTOBRE 2006, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*